**Explorer le « travail syndical » des militant-es de la FSU**

Depuis dix ans, le chantier travail de l’Institut de la FSU auquel nous participons, s’intéresse au travail professionnel des agents. Peu à peu, la question du « travail » des militant-es s’est aussi imposée dans nos réflexions.

Edwige[[1]](#footnote-1), secrétaire académique du SNES avance : militer ce n’est « pas un travail, mais du travail ». C’est cette question du « travail militant » que nous abordons.

**Une enquête**

La première partie est le résultat d’une observation au plus près, en présence ou sous forme de témoignages. Notre hypothèse : le militantisme peut être étudié comme une activité de travail. Nos objectifs : mieux connaitre le volume et le contenu de l’activité de travail syndical ; comprendre le point de vue (y compris les difficultés et les satisfactions) que les militant-es développent sur leur activité; saisir les écarts entre le « prescrit » et le « réel » du travail syndical.

L’analyse des emplois du temps et l’étude des entretiens ont été croisées avec des observations conduites à l’occasion d’une autre enquête (sur la syndicalisation), avec le recueil de témoignages complémentaires par écrit, et l’étude de documents internes.

Il faut d’abord noter que, certain-es~~,~~ militant-es contacté-es se sont déclaré-es d’accord pour renseigner l’emploi du temps, mais ont renoncé, expliquant que c’était trop compliqué : s’arrêter pour faire le point sur leur travail militant demandait trop d’énergie, un effort tel qu’ils et elles ne sont pas parvenu-es à le mener, malgré leur intérêt. Par contre, d’autres nous ont dit que mettre sur papier tout ce qu’ils-elles avaient fait, avait permis de mieux cerner leur travail, et déclenché sur celui-ci une réflexion qu’ils-elles n’avaient pas pris le temps d’avoir jusque-là.

Bon nombre des répondants nous ont aussi précisé qu’une semaine ordinaire, ce n’était pas évident : Même si on la prévoit « ordinaire », il se passe souvent des imprévus. Comme dans tout travail !

**Quelques résultats**

***Une activité syndicale le plus souvent chronophage***

Sans surprise, les emplois du temps des militants très chargés. La moitié affiche une durée totale de travail (syndical et professionnel) supérieure à 50 heures dans la semaine « ordinaire » de référence. Le temps réellement consacré au travail syndical dépend pour partie du niveau de responsabilité et de décharge de la situation familiale et professionnelle, mais aussi des choix personnels des militant-es. Ainsi Audrey (SNUEP) et Laura (SNEP) ont le même niveau et les mêmes types de responsabilité mais la première consacre deux fois plus de temps à son travail syndical que la seconde. Militer c’est un choix qui engage, mais il n’y a pas de prescription sur ce que doit être cet engagement. Comme le dit Cécile Briec dans l’avant-propos, c’est un engagement personnel, incarné, où interviennent la situation de la personne, sa subjectivité, la conception qu’elle se fait de ses « obligations syndicales ».

En moyenne, dans notre échantillon, le temps de travail syndical effectif représente 3,5 à 4 fois le temps de décharge.

***Une activité difficile à anticiper mais formatrice***

Les informations demandées par la direction du syndicat « *ce n’est jamais des trucs dont tu as les infos simplement. Du coup c’est beaucoup de boulot. »* (Emilie, SNESUP)

« *Je dois reconnaître que le syndicalisme (…) m'a permis de mieux me connaître et de développer des compétences que je ne soupçonnais pas, insoupçonnées en moi*. » (Jacques, SNICS)

***Une activité doublement individualisée : plutôt solitaire, et souvent tournée vers le traitement de cas individuels***

 « *Finalement, ce qui devait me permettre d’avoir un travail un peu plus collectif, je me rends compte que par la force des choses je suis avec les autres certes, mais seul devant mon écran, ou seul dans ma section régionale avec d’autres organisations syndicales dans des réunions syndicales*» (Gaspard, SNUTEFE)

«*Les cas particuliers, c'est toujours plus complexe*» (Nathalie, SNUipp)

« *Les sollicitations restent individuelles, dans le sens où, même certaines problématiques* [qui] *auraient pu se régler collectivement, arrivent jusqu’à nous parce qu’elles sont restées des problématiques individuelles* ». (Laura, SNEP)

***Des réticences à considérer le militantisme comme un travail***

« *Un métier, non. Un travail, oui. Il y a des missions à effectuer. Un métier, non. Non. Non. Non. Parce que ça tient trop à la vocation quelque part, pour être une orientation professionnelle* ». (Yvon, SNASUB)

« *Pour moi ça devient un métier avec des compétences (…) avec des savoir-faire qui sont quand même très particuliers (…) ça a toutes les apparences d’un métier mais ça n’en est pas un, effectivement.*» (Audrey, SNUEP)

***Un besoin de reconnaissance souvent peu satisfait,***

Une bonne journée de travail syndical c’est « *si je peux dire : le truc qui était à faire, je l’ai fait* » [mais] « *j’ai toujours une liste de trucs à faire longue comme le bras* (…) *que je repousse,* (…) *dans un coin de ma tête, ça reste comme une culpabilité* » (Anne-Lise, SNETAP)

*Des collègues de tout horizon, qui viennent s’adresser à toi, ou te posent une question très spécifique c’est important. Et c’est une source de satisfaction, parce que les collègues peuvent avoir une réponse. Et puis ça montre que ce contact-là dans les lieux de travail, est nécessaire* » (Renaud, SNES)

***Comment/pourquoi je suis devenu militant-e ?***

 Pour le plus grand nombre, c’est une filiation, voire la suite d’un engagement étudiant. Ariane (SNES), elle, s’est syndiquée, car elle n’était « pas satisfaite de l’exercice de mon métier. »

 Pour beaucoup, ce n’est pas vraiment une surprise, on peut noter la multiplicité des engagements. Fréquemment, un-e militant-e syndical-e est aussi militant-e politique et / ou associatif-ve.

 ***Quelles satisfactions j’y trouve ?***

Il y a bien sûr des aspects « négatifs », ou des contraintes : surcharge de travail, peu de reconnaissance en interne , déceptions sur l’investissement des collègues ou les échecs de mobilisations, manque d’organisation, parfois de débat… mais aussi des satisfactions : remerciements de collègues qu’on a aidés, prise de responsabilité, cadre de négociations à un haut niveau, faire autre chose par rapport à son métier d’origine, et surtout le sentiment d’utilité pour la profession, pour la société.

***L’aspect formation***

Il ressort clairement que c’est un aspect important. Puisque c’est un travail, on doit y être formé-e ! Les évolutions aussi bien dans les textes que dans les instances elles-mêmes nécessitent des mises à jour. Si les syndicats produisent des outils à destination des syndiqué-es, ou de la profession, la plupart des militants estime s’être formée sur le tas...

Ces éléments donnent des indications à ne pas sous-estimer lorsque la fédération évoque le nécessaire renouvellement de ses militant-es. Pour donner envie, il faut offrir des conditions de travail acceptables, même et surtout pour une organisation syndicale.

**Des contributions particulières**

La deuxième partie de l’ouvrage fait écho à l’enquête analysée dans la première : elle met l’accent sur des aspects particuliers du travail syndical développés par d’autres membres du chantier travail.

Marie-Hélène Motard, à partir de son expérience militante, et s’appuyant sur des recherches universitaires, soutient qu’il y a dans les syndicats des activités de *care* et que les théories du *care* peuvent aider à penser et à infléchir les pratiques syndicales.

Nada Chaar et Yves Baunay, s’appuyant sur une observation « participante, abordent la question de la mise en agenda des questions sociales par le prisme de l’activité d’une section locale, principalement lors des HIS[[2]](#footnote-2).

Á partir de son expérience au CHSCT ministériel de l’Education Nationale, Elizabeth Labaye explore les formes particulières de travail syndical et les évolutions de pratiques et de posture que cette instance requiert.

Enfin, l’exemple de la FSU Bourgogne et du SNUipp de l’Yonne permettent de saisir le cheminement de syndicalistes, de débats sur leur travail professionnel aux débats sur le travail syndical.

**Quelques conclusions**

Ecrit par des militant-es l’ouvrage s’adresse aux militant-es. Après ce tour d’horizon, quelles inflexions nous semble-t-il possible de suggérer ?

**Maintenir et développer la proximité avec le terrain** pour rappeler l'importance de la prise de parole des salariés sur leur travail, porter les nécessaires transformations du travail dans les instances (CHSCT) et assurer une fonction de mobilisation sur des questions et des enjeux locaux, source de légitimité et d’efficacité de l’action syndicale.

**Rendre soutenables les tâches syndicales**. Limiter les mandats dans leur nombre et leur durée ; limiter la durée des instances, y réduire et organiser les temps de parole ; s'astreindre à un « droit à la déconnexion » le dimanche, voire le week-end.

**Lier davantage syndicalismes de service et de mobilisation**. Les analyses sur les liens entre syndicalisme et politique du *care,* comme celles sur le travail en CHSCT, montrent que « s’occuper du travail en prenant soin du métier, est une démarche profondément politique[[3]](#footnote-3) ». Il n'est donc pas pertinent d’opposer syndicalisme « de services » et syndicalisme « de transformation sociale ».

 **Développer des espaces de délibération sur le travail…** Ces démarches nous semblent susceptibles d’offrir de nouvelles opportunités pour pratiquer un syndicalisme de terrain en se saisissant des alternatives qu’offrent l’étude et la transformation du travail réel.

**… et sur le travail syndical**. La formation des militant-es s’opère pour l’essentiel par compagnonnage, « sur le tas ». Il faudrait approfondir et généraliser les formations appuyées sur une pédagogie active et des mises en situations.

**Mieux reconnaitre les acquis de l’expérience syndicale**. Les militant-es acquièrent et développent des compétences et des savoir-faire nombreux trop peu reconnus par l’institution. Cela conduit à plaider pour une « validation des acquis de l’expérience syndicale » transférable éventuellement dans un emploi, sans pour autant transformer les militant-es concerné-es en professionnel-les du syndicalisme.

Comme nous l’écrivons dans l’introduction : nous espérons que les militant-es des syndicats de la FSU se retrouveront dans ce livre, que les adhérent-es y trouveront des raisons de s’engager et les salariés des motifs de se syndiquer. Et surtout que toutes et tous s’en saisiront pour débattre afin de transformer le travail syndical.

Gérard Grosse, Elizabeth Labaye, Michelle Olivier

1. Les prénoms ont été changés [↑](#footnote-ref-1)
2. Heures d’information syndicales [↑](#footnote-ref-2)
3. Tony Fraquelli dans *Nouveau siècle, nouveau syndicalisme*, Syllepse 2013 [↑](#footnote-ref-3)